



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le **24 JUIN 2019**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**de la société SEPR**

**dont le siège social est situé à « les Miroirs », 18 avenue d'Alsace à Courbevoie (92400)  
de respecter certaines prescriptions applicables à ses réservoirs de SILISOD  
qu'elle exploite sur son site du Pontet (84130).**

**LE PREFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 autorisant la société SEPR à poursuivre ses activités sur le territoire de la commune du Pontet ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport du 17 décembre 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 8 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'avait pas procédé au contrôle du bon état de l'intérieur des réservoirs de SILISOD, conformément à l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que dans ces conditions, certaines prescriptions de l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ne sont pas respectées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société SEPR de respecter les prescriptions de l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse ;

**APRÈS** communication du rapport de l'inspection des installations classées le 17 décembre 2018 , à la société SEPR ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société SEPR, dont le siège social est situé « les Miroirs » - 18 avenue d'Alsace à COURBEVOIE (92400), exploitant une usine de fabrication de réfractaires pour fours verriers et produits abrasifs (billes ou poudres en zircone) sur le territoire de la commune du Pontet, est mise en demeure de respecter **avant le 31 août 2019 au plus tard**, les prescriptions de l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 02 mai 2016 susvisé, concernant le contrôle du bon état de l'intérieur des réservoirs de SILISOD.

### **ARTICLE 2**

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société SEPR.

### **ARTICLE 3**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire du Pontet, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

  
Thierry DEMARET

